



LES RETRAITÉ·ES DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE APPELLENT À LA MOBILISATION :

le 5 décembre pour défendre la Fonction Publique

7 syndicats appellent à une grande mobilisation le 5 décembre dans tous les territoires.

Il est capital de redire à ce gouvernement que ses mesures d'austérité ne bénéficient qu'aux plus riches et se font sur le dos des salarié.es et des retraité.es. : réduire les dépenses publiques ne crée pas de richesses, au contraire, cela affaiblit notre modèle social et augmente les inégalités ! Investir dans les Services publics, c'est investir dans l'avenir en assurant une éducation de qualité et un accès aux soins pour toutes et tous et partout, et en soutenant l'économie locale.

Revendiquons avec les agent·es de la Fonction Publique et toute la population :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques dans tous les territoires,
- des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et une titularisation massive des agent·es sous contrat, avec le retrait des mesures néfastes de la loi « Guerini » (salaire au mérite, licenciement des fonctionnaires...),
- l'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des mesures salariales générales,
- la refonte des grilles indiciaires et l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes : pour avoir une retraite décente, il faut avoir un salaire décent et nous en sommes loin dans la Fonction publique...,
- une péréquation rémunération/retraite comme avant 2003, qui permet d'augmenter les petites retraites, comme par exemple en appliquant la péréquation avec la « prime Ségur »,
- la revalorisation de nos retraites au 1er janvier, avec une indexation sur les salaires et pas de retraite en dessous du SMIC,
- la catégorie active pour tous les métiers pénibles et même ceux des femmes comme la profession infirmière...

Soutenons les conditions d'emplois dans la Fonction publique, et exigeons le retrait immédiat des propositions du Ministre actuel de la Fonction publique ou de parlementaires. Sans scrupules, ils veulent faire valider dans la loi finances et la loi de financement de la Sécurité sociale 3 jours de carence dans la Fonction Publique, et la diminution de l'indemnisation des jours d'arrêt-maladie...



Ces mesures sont un danger grave pour la santé des agent·es, mais aussi pour la Santé publique et l'accueil des plus fragiles comme les enfants et les personnes âgées. Non nous ne pouvons pas être au contact de personnes malades (transmissions des maladies infectieuses, problèmes de santé mentale...).

Pour les retraité·es qui touchent une retraite de la Fonction publique, nous savons que notre Caisse Nationale de Retraite des Collectivités Locales (CNRACL) est en grande difficulté financière à cause principalement des recettes qui diminuent. Un rapport des Inspections générales interministérielles montre que l'augmentation importante d'emplois contractuels et précaires (temps partiel), qui cotisent au régime général, creuse essentiellement ce déficit. Donc le remède doit être immédiat : titularisation massive avec des emplois à temps plein, augmentation du traitement avec l'intégration de toutes les primes dans le calcul de la retraite, recrutements nécessaires...

Nous avons toutes les raisons d'être dans les manifestations le 5 décembre !